



Discours de Christian Levrat, conseiller aux Etats (FR), président du PS Suisse

Seules les paroles prononcées font foi.

Après que plusieurs d'entre nous ont eu l'occasion, durant l'année écoulée, d'évoquer le thème de la libre circulation des personnes, et de faire part de la nécessité de renforcer les mesures d'accompagnement, il nous paraissait nécessaire de faire un pas supplémentaire, afin de clarifier la position du Parti socialiste sur cette thématique. Nous allons soumettre à notre Assemblée des délégué-e-s, le 26 octobre prochain à Baden, un positionnement aussi clair que simple : **si les mesures d'accompagnement ne sont pas substantiellement améliorées, le Parti socialiste ne soutiendra pas l'extension de la libre circulation à la Croatie.**

Ainsi, le PS Suisse affiche d'emblée la couleur, de manière claire et sans équivoque. Il le fait démocratiquement, en permettant aux organes qui, in fine, seraient appelés à donner un mot d'ordre lors de la votation, de le faire rapidement dès à l'ouverture de la discussion. Le PS joue donc cartes sur table et rend service aux partisans de la libre circulation et au gouvernement, en affichant immédiatement les points déterminants pour lui.

Permettez-moi deux remarques d'introduction et quatre points complémentaires :

1. Nous intervenons au bon moment. A l'orée de deux ans de débats consacrés exclusivement à la libre circulation des personnes, avec notamment le vote sur l'initiative pour l'immigration de masse, attendu en février, celui sur l'initiative « ECOPOP » qui interviendra en automne, et celui sur l'extension des accords à la Croatie en 2015.
2. C'est également un moment idoine pour intervenir si l'on ne considère que la question de l'extension. Le résultat des négociations est actuellement en consultation et ce, jusqu'en novembre. Les discussions sur une amélioration des mesures d'accompagnement avancent, dans le cadre d'échanges entre partenaires sociaux d'une part, d'un dialogue Confédération – villes – cantons sur la question du logement d'autre part. Le Conseil fédéral devra décider dans le courant de l'hiver d'adopter ou non, au message sur la Croatie, un chapitre sur les mesures d'accompagnement, une étape décisive pour quiconque entend obtenir le soutien du PS sur cet objet. De plus, la population attend ces décisions avec d'autant plus d'impatience qu'elles ont été annoncées lorsque le gouvernement a décidé d'activer la clause de sauvegarde. Rappelons que cette dernière arrivera à échéance dans le courant du printemps prochain.

Sur le fond, les propositions que nous allons présenter à nos délégué-e-s et que nous défendrons ensuite dans le processus politique peuvent se résumer en quatre points :

1. Nous combattons l'initiative sur l'immigration de masse et sur ECOPOP. Ces deux textes prévoient – in fine – l'instauration de contingents en lieu et place de la libre circulation. Or, la Suisse a connu trois phases d'immigration marquées : dans les années 60, dans les années 90 et actuellement. Celles-ci se sont déroulées sous divers régimes : celui des contingents, celui des saisonniers et enfin celui de la libre-circulation. Le volume global de l'immigration est largement dépendant des besoins de l'économie, et non du statut ju-

ridique réservé aux immigrant-e-s. Ces initiatives sont inefficaces et inutiles et ne tiendront pas leurs promesses. Les solutions proposées par ces deux initiatives ne permettront pas de garantir que les fruits de la croissance générée par l'immigration soient mieux répartis. Seul un renforcement des mesures d'accompagnement est susceptible d'y parvenir.

2. Contrairement aux partis de centre-droit, nous ne considérons pas que la libre circulation conduise, en soi, à une amélioration de la qualité de vie de tous. Le PIB par tête n'a pratiquement pas progressé au cours des années écoulées, et nous constatons un dumping salarial largement répandu. Dans les branches les plus contrôlées, 40% des entreprises se trouvent dans l'illégalité. Le parc de logement, en particulier dans les agglomérations, n'a pas été développé pour satisfaire cette demande accrue, et nos politiques publiques peinent à intégrer suffisamment les femmes et les migrant-e-s déjà installé-e-s en Suisse sur le marché du travail. Certes, la plupart de ces questions ne sont pas immédiatement liées à la libre circulation. Mais la migration agit comme une loupe grossissante, démontrant ainsi les lacunes de nos politiques nationales. La population paie aujourd'hui le prix des négligences et de l'attentisme de nos adversaires politiques.
3. La seule manière de piloter efficacement, en termes numériques, le nombre de migrant-e-s qui viennent en Suisse consiste à revoir notre politique fiscale et nos pratiques en matière de formation. Actuellement, la Suisse mène la politique fiscale d'un pays en développement. Les cantons tentent, à coup d'abattements fiscaux, de débaucher des entreprises hautement mobiles, qui viennent la plupart du temps avec leur propre personnel. Cette politique accroît d'autant plus la pression migratoire, alors même que la Suisse ne forme pas suffisamment de professionnel-le-s, dans les métiers techniques ou dans la santé par exemple. Ainsi, une révision de nos pratiques fiscales et une véritable offensive de formation seraient à même de gérer, un tant soit peu, l'afflux migratoire, et ce, de manière bien plus efficace que toutes les gesticulations partisans sur lesquelles nous serons appelés à nous prononcer l'an prochain.
4. Le PS ne se borne pas à dresser un diagnostic ; il se bat pour que les fruits de la croissance soient mieux répartis, que toutes et tous en profitent, et pas uniquement quelques employeurs et spéculateurs fonciers. Il a identifié six points sur lesquels il attend des avancées substantielles afin de pouvoir continuer à soutenir la libre circulation. Ces points, dans le domaine du travail, du logement et de la formation, vont vous être présentés par mes collègues. Ils sont formulés de manière suffisamment ouverte pour offrir au gouvernement une marge de manœuvre raisonnable.

Permettez-moi de conclure avec une réflexion. Il ne s'agit pas pour nous d'un diktat, ou d'un chantage, comme se plaisent à le rappeler nos adversaires. Nous sommes simplement convaincus qu'il n'existe plus dans la population de majorité pour soutenir l'extension de la libre circulation. S'il devrait être possible de l'emporter sur l'initiative UDC et celle d'ECOPOP, il en va tout à fait différemment de la Croatie, où le peuple pourra donner – avec des risques mineurs – son appréciation des conséquences de la libre circulation. Sans des mesures efficaces et ciblées, sur le logement et le travail en particulier, cette votation ne pourra être gagnée. Il s'agit donc pour nous, non pas d'un chantage à la libre circulation, mais au contraire d'amener le gouvernement et le parlement à prendre les mesures à même de sauver la libre circulation. Le PS invite ainsi nos partenaires politiques à nous donner les armes qui nous permettront de lutter en faveur d'un OUI lors de ce vote crucial de 2015. Nous préférons le dire immédiatement et sans fard : sans améliorations substantielles des mesures d'accompagnement, nous n'entrerons pas en campagne. Et la situation est aujourd'hui claire : sans les forces de gauche, cette votation ne pourra pas être gagnée.